



## CHAPITRE 78

Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1971, c.  
80, a. 8a,  
aj.

**1.** La Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins (1971, chapitre 80) est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

Secrétaire  
général.  
Éligible  
à la prési-  
dence.

« **8a.** La Fédération peut, par règlement, créer le poste de secrétaire général. Celui-ci, qu'il soit administrateur ou non, est éligible au poste de président de la Fédération; s'il est élu, il cesse d'être secrétaire général. »

Cumul de  
postes.

La même personne ne peut cumuler les postes de président de la Fédération et de secrétaire général. »

1971, c.  
80, aa.  
9a-9c,  
aj.

**2.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, des suivants:

Services  
d'informa-  
tique,  
etc.

« **9a.** La Fédération peut, de façon accessoire à ses activités principales, contracter avec toute personne dans le but de lui rendre certains services d'informatique ou autres services techniques qu'elle utilise pour son propre bénéfice ou celui de ses membres. »

Applica-  
tion de  
sec. x et  
xi de S.R.,  
c. 293.

« **9b.** Les sections x et xi de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus 1964, chapitre 293) relatives au

## CHAPTER 78

An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins

[Assented to 19 December 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** The Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins (1971, chapter 80) is amended by inserting after section 8, the following:

1971, c.  
80, s. 8a,  
added.

“**8a.** The Federation may, by by-law, create the office of secretary-general.

Secretary-  
general.

The secretary-general, whether he is a director or not, shall be eligible to the office of president of the Federation; if elected, he shall cease to be secretary-general.

Eligible to  
presi-  
dency.

The same person shall not hold the offices of president of the Federation and of secretary-general.”

Plurality  
of offices.

**2.** The said act is amended by inserting after section 9, the following sections:

1971, c.  
80, ss.  
9a-9c,  
added.

“**9a.** The Federation may, accessorially to its main activities, contract with any person to provide him certain data processing services or other technical services used by it for its own benefit or the benefit of its members.

Data  
processing  
services,  
etc.

“**9b.** Divisions x and xi of the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) respecting

Applica-  
tion of  
R.S., c.  
293, Div.  
x, xi.

conseil de surveillance et à la commission de crédit ne s'appliquent pas à la Fédération à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

the board of supervision and the committee on credit do not apply to the Federation unless otherwise decided by the general meeting.

Investissements.

« 9c. Une caisse d'épargne et de crédit affiliée à une fédération qui est membre de la Fédération peut investir dans des actions des corporations suivantes: Fiducie du Québec, La Compagnie d'Assurance sur la Vie La Sauvegarde et La Sécurité, Compagnie d'Assurances Générales du Canada.

« 9c. A savings and credit union affiliated to a federation that is a member of the Federation may invest in the shares of the following corporations: the Québec Trust Company, La Sauvegarde Life Insurance Company and the General Security Assurance Company of Canada.

Authorized investment.

Maximum.

L'ensemble de l'investissement d'une caisse en vertu du présent article ne peut excéder vingt pour cent du montant de sa réserve générale. »

The total investment of any union under this section shall not exceed twenty per cent of the amount of its general reserve."

Maximum investment.

1971, c. 80, a. 18, remp.

3. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

3. Section 18 of the said act is replaced by the following:

1971, c. 80, s. 18, replaced.

Conseil d'administration.

« 18. Les affaires de la société sont administrées par un conseil d'administration composé d'au moins neuf membres qui sont des administrateurs au sens de la Loi des compagnies.

« 18. The Company's business shall be administered by a board composed of not less than nine directors who shall be directors within the meaning of the Companies Act.

Board of directors.

Administrateurs.

Toutefois, les règlements de la société peuvent prévoir un nombre plus élevé d'administrateurs qui ne peut être supérieur à onze.

However, the by-laws of the Company may provide for a greater number of directors but not more than eleven.

Directors.

Personnes éligibles.

Les règlements de la société peuvent décréter que des membres de ce conseil seront choisis parmi des personnes qui ne sont pas membres de l'assemblée générale, pourvu que le nombre de ces administrateurs ne soit pas supérieur à deux, s'il y a neuf administrateurs, et à quatre, s'il y en a onze. »

The by-laws of the Company may prescribe that members of the board of directors shall be chosen from among persons who are not members of the general meeting, provided that the number of the directors so chosen is not above two, if there are nine directors, or four, if there are eleven."

Qualification.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.